

Préface

De précédents numéros des *Carnets* ont déjà eu l'occasion de se pencher sur des mouvements contestataires, que ce soit à propos des révolutions dans le monde arabe ou du mouvement « Y'en a marre » au Sénégal. Le phénomène contestataire, largement amplifié par la mondialisation, méritait toutefois qu'on lui consacre intégralement un dossier. Grâce aux médias et à internet, les révoltes qui éclatent dans les régions les plus reculées trouvent un écho immédiat et mondial. Mais la contestation n'est pas que lointaine. Consubstantielle de nos démocraties, qui ne pourraient survivre si elles ne lui assuraient pas la possibilité de se manifester, la contestation peut aussi fragiliser leurs institutions.

Le populisme, comme le rappelle François Bonet dans l'article qui ouvre le dossier, a beau revêtir des formes variées et opposées entre elles selon le sens donné au « peuple » (« peuple-plèbe », « peuple-nation »,...), il a trouvé une cible commune : l'Union européenne. Replacée dans un cadre plus large, cette europhobie partagée, en témoignant du besoin urgent d'ouvrir davantage le débat politique européen, pourrait paradoxalement contribuer à relancer l'Europe en forçant les partis politiques modérés à lui donner sa véritable place dans le débat national.

Inversement, aux Etats-Unis, auxquels Célia Belin consacre la deuxième étude du dossier, la progression des populismes, au travers de la montée du *Tea Party* et, à l'autre bout du spectre, des mouvements plus éphémères tels que *Occupy Wall Street* et

Les carnets du CAP

99%, pourraient finir par paralyser les institutions fédérales en exacerbant la polarisation de la vie politique et la crispation derrière des lignes partisans aujourd'hui infranchissables.

C'est aux aspects les plus sombres du « militantisme virtuel », auquel nous avons l'année dernière consacré un numéro, que s'attelle l'article de Guy Yelda, soulignant les dangers que recèlent les « maliciens », le projet « Commotion », les « systèmes embarqués » et le monde des « hacktivistes ».

Emmanuel Lebrun-Damiens nous rappelle, quant à lui, que la contestation concerne aussi le système international. Les « contre sommets », symboles de la contestation par la société civile, posent la question de la place à donner aux ONG dans la gouvernance mondiale. Du côté des Etats, ce n'est pas tant les normes et les structures internationales qui sont critiquées (ce qui explique la grande stabilité du système international, à commencer par les Nations Unies) que la place qu'on y occupe et les orientations données à la conduite des affaires du monde. La phase d'adaptation vers un monde multipolaire, où les puissances émergentes font entendre de façon de plus en plus forte leurs positions, parfois différentes des nôtres, est ainsi porteuse de désaccords.

Notre dossier, qui ne se veut pas exhaustif, se clôt avec deux articles consacrés au Maghreb. Le premier, par deux chercheurs du CNRS (EHESS), est une étude comparative de terrain entre la Tunisie, le Maroc et l'Algérie. Cette analyse a montré l'émergence d'un cyberactivisme s'apparentant à du journalisme citoyen et soumis aux mêmes harcèlements de la part des appareils de sécurité. Si ces internautes militants n'appartiennent pas aux classes les plus défavorisées ni même aux classes moyennes déclassées au cœur des protestations publiques de 2011, ils se font les relais de leurs indignations. Cependant, l'action généralement apolitique des réseaux sociaux s'avère souvent surestimée par les observateurs étrangers au détriment des acteurs plus structurants de la transition démocratique (opposants politiques de l'ancien régime, syndicats, associations...). La période post-révolutionnaire

Préface

ouvre une nouvelle phase, pleine de promesses et de dangers, entre surenchères contestataires et aspirations à l'ordre et à la sécurité. C'est le cas en Tunisie, objet de la dernière note de ce dossier. Comme le soulignent Bruno Aubert et Olivier Ray, c'est en tirant toutes les leçons de la pluralité des phases et des dynamiques contestataires, elles-mêmes porteuses de nouvelles conflictualités, que le pays parviendra à articuler les trois transitions – politique, économique et sociale – et à gérer, en cette année décisive, les contradictions entre le temps court et le temps long. L'offre de coopération de la France doit, elle aussi, tenir compte des causes profondes de la révolte, et donc des véritables besoins du pays, pour aider à la conception et à la mise en œuvre de cette triple transition. En marge du dossier, la rubrique « les mots de la diplomatie » s'intéresse aux noms et aux lieux des contestations.

Le premier article des *Varia* nous fait sortir de la thématique des contestations tout en nous ramenant à une des questions qui ouvraient le dossier : l'avenir de l'Europe. Elle est posée cette fois, sous la plume de François Bonet, au travers d'une interrogation sur l'évolution de la relation franco-allemande. Le couple vient de célébrer, sous la nef de la cathédrale de Reims, le cinquantième anniversaire de la réconciliation engagée par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Les conditions de ce rapprochement ont considérablement évolué (réunification allemande, élargissement de l'UE, Euro, crise...) et ont remis en cause les équilibres trouvés dans le passé. Alors que, des deux côtés du Rhin, les opinions publiques marquent une forte défiance vis-à-vis des instances européennes, l'avenir du couple franco-allemand dépendra de sa capacité à faire évoluer le projet européen.

Emmanuel Lebrun-Damiens et Patrick Allard s'interrogent ensuite sur l'efficacité des sanctions internationales. Le recours croissant à celles-ci, à la fois par l'ONU, les organisations régionales et les Etats, en a fait un outil courant de la gestion des crises. Leurs modalités ont profondément évolué depuis la fin des années 1990, dans un double effort de limiter leurs effets sur les populations et répondre aux exigences du juge européen. Si la part

Les carnets du CAP

qu'elles jouent dans l'atteinte des objectifs de la communauté internationale est toujours difficile à évaluer, les auteurs proposent des mesures qui pourraient permettre de maintenir ou renforcer leur efficacité.

Jean-Pierre Cabestan dresse quant à lui le portrait du futur *leader* d'une Chine dont l'avenir influencera plus que jamais celui du monde : « Xi Jinping est-il le dirigeant réformiste dont la Chine a besoin ? ». Question à laquelle il a la modestie de ne pas apporter une réponse tranchée tant le futur timonier s'est jusqu'alors montré prudent dans ses prises de position et assez habile pour n'apparaître associé à aucune faction ou groupe d'opinion particulier. Jean-Pierre Cabestan, en revenant sur ce que l'on sait du parcours de ce « fils de prince » et en réfutant les mauvaises grilles de lecture – l'opposition entre « élitistes » et « populistes » par exemple – ou en nuanciant l'image qui circule à son sujet – celle d'un défenseur de l'économie de marché –, lève un peu le voile sur ce prochain président chinois qui « n'adoptera pas un profil bas sur la scène internationale ».

La rubrique *Relecture* nous donne l'occasion, en exhumant une note d'octobre 1992 de Pierre Jacquet, de montrer que si l'Union européenne a considérablement changé durant ces deux décennies, la crise qu'elle traverse aujourd'hui repose au fond le même type de questions qu'à l'époque tout en appelant sans doute de nouvelles réponses...

Enfin, Dragan Zelic, l'invité PIPA qui a répondu aux « 3 questions » de notre dernière rubrique, apporte le point de vue d'un militant de la société civile sur son pays, la Croatie, et sur une Union européenne qui, bien qu'en crise, a tout de même été plébiscitée par ses concitoyens lors du récent référendum sur l'adhésion en 2013.

Avant de conclure, nous nous devons de rendre hommage ici à quelqu'un qui, à sa manière, était très contestataire. Thérèse Delpech nous a quitté en janvier dernier. Elle accompagnait la réflexion du CAP depuis les années quatre-vingt.

Préface

Elle y avait été consultante permanente de 1990 à 1995 mais n'avait cessé ensuite de participer à nos activités et débats, y compris ceux des livres blancs de 2007-2008. Nous regretterons sa grande culture, ses outrances et ses intransigeances, ses capacités d'indignation aussi, partie intégrante de son caractère, qui nous manqueront. Elle était la preuve que nous avons tous, constamment, besoin d'être dérangés dans nos certitudes.

Il me reste à vous souhaiter une bonne lecture, et une excellente rentrée en septembre.

Joseph Maïla
Directeur de la Prospective